



PREFECTURE DE LA SAVOIE

Direction départementale
de la cohésion sociale
et de la protection des populations

Service protection et santé animales
et installations classées
pour la protection de l'environnement

ARRETE PREFECTORAL portant mise en demeure

Société AXIA POUGET
Communes de LA BATHIE et ESSERTS BLAY

LE PREFET DE LA SAVOIE

*Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,*

VU le code de l'environnement et notamment ses articles, L. 171-8.I, R 515-38; R 512-39-I et suivants ;

VU l'arrêté préfectoral du 04 février 2003 portant autorisation d'exploiter par la société AXIA POUGET un centre de tri, transit et regroupement de déchets dangereux et non dangereux ainsi qu'un centre de tri de déchets métalliques non dangereux et une installation de stockage de véhicules hors d'usage sur le territoire des communes de La Bathie et d'Esserts Blay ;

VU l'arrêté préfectoral du 14 janvier 2013 portant agrément du centre VHU exploité par la société AXIA POUGET sur son site implanté sur le territoire des communes de La Bathie et d'Esserts Blay et son cahier des charges annexé ;

VU l'arrêté préfectoral du 1^{er} octobre 2015 actualisant les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 04 février 2003 autorisant la société AXIA POUGET à exploiter un centre de tri, transit et regroupement de déchets dangereux et non dangereux, ainsi qu'un centre de tri, transit et regroupement de déchets métalliques non dangereux au sein de son établissement situé sur la commune d'Esserts Blay ;

VU le rapport de visite de l'inspecteur des installations classées établi suite à la visite d'inspection du 6 février 2018 et transmis à l'exploitant par courrier du 19 février 2018 dans le cadre de la procédure contradictoire ;

VU l'absence d'observation de l'exploitant dans le cadre de la procédure contradictoire ;

CONSIDÉRANT l'arrêt des activités intervenu en 2007 sur la partie de l'installation classée exploitée par la société AXIA POUGET sur la commune de La Bathie ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite d'inspection du 6 février 2018 l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté :

- que l'exploitant n'a pas engagé de procédure de cessation d'activité pour la partie du site précitée en contradiction avec les dispositions de l'article 1-4-5 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} octobre 2015 ;
- que l'exploitant n'a pas effectué les analyses des effluents rejetés au milieu naturel provenant de son site en contradiction avec les dispositions du chapitre 3-5 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} octobre 2015 ;
- que l'exploitant n'a pas aménagé la plateforme de pompage des eaux d'extinction prévue par l'article 6-5-2 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} octobre 2015, de manière à la rendre accessible aux services de secours.

CONSIDÉRANT que dans le cadre de la procédure de cessation d'activité il convient, notamment de s'assurer de la qualité des sols, du sous-sol et des eaux souterraines ;

CONSIDÉRANT qu'en l'absence de diagnostic sur les milieux précités du site faisant l'objet de la cessation d'activité, il est impossible de garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que la plateforme de pompage des eaux d'extinction incendie est un élément important des moyens internes de lutte contre l'incendie ;

CONSIDÉRANT que le manque d'aménagement de la plateforme de pompage est de nature à retarder la mise en place des moyens de secours en cas d'incendie et par conséquent à en aggraver les conséquences ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 6 février 2018, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté des manquements aux obligations réglementaires imposées par l'arrêté préfectoral d'agrément du 14 janvier 2013 et dans son cahier des charges : absence de vérification annuelle des installations par l'organisme accrédité (art 15), absence de communication de la déclaration ADEME (art ; 5), absence du matériel prévu pour la récupération des gaz de climatisation (art.1er) et absence de personnel disposant de l'attestation de formation à la manipulation des gaz frigorigènes (art.14), stockage non conforme des véhicules en attente de traitement (art 10) ;

CONSIDÉRANT que le non respect des obligations réglementaires précitées est susceptible de nuire à la protection de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite d'inspection du 6 février 2018, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté que les stocks de déchets de bois, de déchets de plastiques et de pneumatiques dépassent largement les limites fixées à l'article 7-1-1 de l'Arrêté préfectoral du 1^{er} octobre 2015 ;

CONSIDÉRANT que cet excédent de stocks de déchets est susceptible d'augmenter les risques et les conséquences des incendies ;

CONSIDÉRANT la nécessité de ramener rapidement les volumes de déchets stockés aux volumes autorisés et, pour ce faire, de mettre fin provisoirement aux apports de ces mêmes déchets, en application des dispositions de l'article L. 171-8-I du code de l'environnement, et de renforcer les évacuations ;

SUR proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Savoie,

ARRETE

Article 1^{er} :

La Société AXIA POUGET représentée par son président Richard TUMBACH, dont le siège social est établi en ZAC du Château, route de l'industrie 73540 ESSERTS-BLAY, exploitant notamment une installation de tri, transit et regroupement de déchets dangereux et non dangereux au sein de son établissement situé à la même adresse, est mise en demeure de :

Sous un délai d'un mois

- procéder à l'aménagement de la plateforme de pompage des eaux d'extinction incendie conformément aux recommandations du SDIS dans son avis du 24 novembre 2008 reprises ci-dessous :
 - surface de la plateforme 8mx4m ;
 - pente d'accès maximale 2 %;
 - assurer à la plateforme une résistance au sol de 16 t ;
 - équiper la plateforme d'un talus si possible en maçonnerie ou en bois de manière à éviter qu'un engin ne tombe à l'eau suite à une fausse manœuvre.

Sous un délai de deux mois

1- L'exploitant procède à l'évacuation de l'excédent de déchets de bois, plastiques et pneumatiques présents sur le site jusqu'à l'atteinte des volumes autorisés par l'arrêté préfectoral du 1^{er} octobre 2015 soit :

- déchets de bois : 500 m³
- déchets de plastiques : 100 m³
- déchets de pneumatiques : 100 m³

Par courrier électronique, l'exploitant déclare à la DREAL hebdomadairement, les volumes stockés, les volumes évacués dans la semaine écoulée et le cumul des évacuations depuis la notification du présent arrêté et les installations destinataires (nom, département, commune, filière de traitement)

Dans l'attente de l'obtention du niveau des stockages autorisés susmentionnés, l'exploitant suspend l'apport de déchets de bois, de plastiques et de pneumatiques.

2- L'exploitant communique à l'inspection des installations classées :

- le dernier rapport de contrôle annuel de la conformité des installations du centre VHU (art 15 du cahier des charges) ;
- la justification de la déclaration ADEME pour l'année 2018 (art. 5 du cahier des charges) ;
- les mesures prises pour satisfaire à l'obligation de récupération des gaz frigorigènes sur les VHU admis sur l'installation (art.1 et 13 du cahier des charges) ;
- la justification des conditions de stockage des VHU en attente de dépollution conformément aux dispositions prévues par l'art. 10 du cahier des charges.

Sous un délai de trois mois

- communiquer à l'inspection des installations classées le dossier de cessation d'activité concernant la partie du site qui n'est plus exploitée implantée sur la commune de La Bathie conformément à l'article 1-4-5 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} octobre 2015 ;
- communiquer à l'inspection des installations classées le résultat des analyses des effluents sortant du site conformément au chapitre 3-5 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} octobre 2015.

Article 2 :

Les délais impartis dans le présent arrêté s'entendent à compter du jour de sa notification.

Si à l'expiration du délai fixé la mise en demeure n'a pas été respectée, il pourra être fait application des sanctions prévues à l'article L171-8 du code de l'environnement.

Article 3 :

Le présent arrêté est notifié à la Société AXIA.

Article 4 :

Conformément aux articles L.171-11 et suivant du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle ne peut être déférée qu'à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Grenoble, dans les délais prévus à l'article R.421-1 du code de justice administrative par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Article 5 :

Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Savoie, monsieur le directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations de la Savoie et madame la directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires de La Bathie et Esserts Blay.

Chambéry, le **11 AVR. 2018**

Le préfet

Le Préfet,


Louis LAUGIER